Angela LISNIC[*] *Nadejda SCOBIOALĂ*[**]

LE SYSTEME EDUCATIF SOVIETIQUE – INSTRUMENT DE CHANGEMENT DE L'IDENTITE DES ENSEIGNANTS DE BESSARABIE (1950-1980)

THE SOVIET EDUCATIONAL SYSTEM - KEY FACTOR IN ALTERING THE IDENTITY OF TEACHERS BETWEEN THE 1950S AND 1980S

- Abstract -

The present article looks into the changes that appeared in the educational system of MSSR, as a component of the totalitarian system. We find that the education guiding system of MSSR evolved according to the changes that occurred periodically in the soviet society. The strategic process of shaping the "new man", launched by the leaders of USSR at the beginning of the 60s, imposed the need to optimise the efficiency of the education guiding bodies. The old guiding system, which included the two ministries of education (pre-university education, specialised middle education and upper education) could no longer measure up to the new Soviet realities, as the leaders saw it.

Key words: educational system, teachers, instruction

SISTEMUL EDUCAŢIONAL SOVIETIC –PÂRGHIE DE MODIFICARE A IDENTITĂŢII ÎN RÂNDUL CADRELOR DIDACTICE ÎN ANII `50-80 AI SECOLULUI XX

- Rezumat -

În prezentul articol se examinează schimbările care au apărut în sitemul educaţional din RSSM ca parte componentă a sistemului totalitar. Se constată că sistemul de dirijare a învăţământului în RSSM a evoluat în funcţie de schimbările ce surveneau periodic în societatea sovietică. Cursul strategic de formare a „omului nou", lansat de conducerea de vârf a URSS la începutul anilor 60, a impus necesitatea optimizării eficacităţii organelor de

[*] Docteur en histoire, maître de conférences à l'Université Pédagogique d'Etat « Ion Creangă » de la République de Moldavie.

[**] Doctorante en histoire à la même université.

Danubius, XXX, Supliment, Galaţi, 2012, pp. 371-388.

dirijare a învăţământului. Vechiul sistem de dirijare, care includea cele două ministere ale învăţământului (învăţământul preuniversitar, învăţământul mediu de specialitate şi cel superior), în opinia diriguitorilor regimului nu mai putea face faţă noilor realităţi sovietice.

Cuvinte cheie: sistem de învăţământ, carte didactice, şcolarizare, sistem de învăţământ

***

On connaît que, dès les premières étapes du développement de l'humanité, le phénomène éducatif paraît comme une activité humaine, destinée à aider les gens à perfectionner leurs capacités d'adaptation à un moment donné. En ce qui concerne les buts de l'éducation, c'est plus tard que les divergences sont nées, alors qu'il y a eu un certain intérêt pour envisager les traits humains visés prioritairement par le biais de l'action pédagogique et, à cet égard, la façon dont l'individu pourrait être influencé.

Cette étude se propose l'analyse du système d'éducation à l'époque des Soviets, appliquée à l'espace de la République Soviétique Socialiste de Moldavie. La raison conduisant au choix de ce thème réside dans la nécessité de comprendre et d'expliquer les transformations qui ont eu lieu dans le système d'éducation de l'Union Soviétique, surtout, dans la RSSM et les conséquences des actions de ce système dans le pays.

L'objectif de cette étude est d'examiner les changements dans l'évolution de l'éducation soviétique pendant les trois décennies du XXe siècle, sous l'influence de la politique de Moscou. Afin d'atteindre cet objectif, nous avons utilisé les statistiques publiées à l'époque soviétique, des références et d'autres statistiques comparées les unes aux autres.

Tout comme dans d'autres pays (en France, au Japon), en URSS, en général, et aussi dans la RSSM, a fonctionné un système éducatif centralisé, ce qui a permis la création de normes éducatives, lui a imprimé une certaine unité et continuité, mais, en même temps, la centralisation stricte de l'éducation a entraîné la bureaucratisation de son administration et de la formation éducative, l'autoritarisme, l'uniformisation excessive, conduisant à la sous-évaluation de la condition locale et de l'initiative du personnel de l'école[1].

Le système de gestion éducative dans la République de Moldavie a évolué selon les changements survenus périodiquement dans la société soviétique. La Directive stratégique de la formation de l'« homme nouveau », lancée par

[1] V. Cojocaru, *Reforma învăţământului (La réforme de l'enseignement)*, Kichinev, 1995, p. 74.

l'administration de l'Union soviétique dans les années 1960, a imposé la nécessité d'opérer certains changements afin d'améliorer l'efficacité des organes d'autorité dans l'éducation.

Selon l'opinion des responsables du régime, l'ancien système, qui comprenait les deux ministères de l'éducation (l'enseignement pré-universitaire et secondaire professionnel et l'enseignement supérieur), ne pouvait plus faire face aux nouvelles réalités soviétiques. Ainsi, le 7 décembre 1962, par un décret du Présidium du Soviet Suprême de la République Socialiste Soviétique de Moldavie, le Ministère de l'Education fut créé. Se référant aux causes de l'inauguration de ce ministère, E. Postovoi (chef du ministère concerné), précisait : « la formation des spécialistes hautement qualifiés et de niveau moyen, tout comme l'activité socio-éducative dans les établissements d'enseignement supérieur et secondaire étaient à un niveau insatisfaisant. Les institutions d'enseignement qui préparaient des enseignants pour les écoles d'instruction générale et pour les établissements culturels étaient séparées de leur base de production »[2].

Par le Décret en question, le rôle du Ministère de l'Education publique était de s'engager dans la direction générale méthodique et didactique, d'exercer le contrôle de l'État sur toutes les institutions d'enseignement supérieur et secondaire de spécialité, qui, jusqu'alors, avaient été subordonnées à d'autres ministères et départements. Dans ce contexte, E. Postovoi précisait: « en plus des écoles d'enseignement général, écoles internats, écoles de sports, écoles maternelles et crèches, se subordonnent aussi à nous, l'Université d'Etat de Kichinev, les instituts pédagogiques de Bălţi et Tiraspol et toutes les écoles pédagogiques de la République »[3]. De cette façon, le système éducatif était strictement centralisé dans la RSSM, comprenant tous les liens du système éducatif soviétique.

La structure des organes du système éducatif comprenait trois échelons hiérarchiques:

- l'appareil central du ministère ;
- les sections d'enseignement des villes et des districts ;
- les directions d'école.

L'appareil central du Ministère comprenait trois volets: les écoles; les établissements d'enseignement secondaire spécial; le personnel et la distribution des jeunes spécialistes – et 7 sections[4]. Dans l'appareil central du ministère il y

---

[2] « *Învăţătorul sovietic* » (*L'enseignant soviétique*), no. 2, 1963, p. 33.
[3] *Ibidem,* p. 4.
[4] *Culegeri de acte normative şi materiale metodice ale Ministerului Învăţământului Public* (*Recueils de normes et de ressources méthodiques du Ministère de l'Enseignement Public*), Kichinev, 1969, p. 39.

avait 77 postes[5]. Les principales fonctions du ministère étaient réparties comme suit : Direction générale – le ministre E. Postovoi ; gestion de l'enseignement supérieur – le premier adjoint I. Ciornii ; gestion des écoles –internats et de spécialité – le sous-ministre T. Gumeniuc; écoles générales – le sous-ministre V. Lemne.

Durant les années 1960 il y a eu aussi quelques changements dans la composition du ministère ; on y a introduit la fonction de sous-ministre pour les constructions importantes, pendant que les écoles – internats, les écoles spéciales et générales ont fusionnées sous la direction d'un autre remplaçant. En 1974, la direction supérieure du ministère avait la composition suivante: V. Cherdivorenco – ministre (Direction générale), Şt. Blaja – vice- ministre (enseignement supérieur), V. Lemne - vice-ministre (pré-universitaire), T. Stasiev – vice- ministre (construction capitale)[6].

Le 1er août 1966, par la décision du Comité Central du PCUS et du Conseil des Ministres de l'URSS fut créé le Ministère républicain de l'éducation dans la RSSM, dont les tâches étaient :

- l'action constante d'éducation communiste des jeunes;
- la gestion de l'enseignement secondaire général;
- l'élaboration et le perfectionnement des plans d'études de l'école;
- la mise en place de liens externes dans le domaine de l'éducation;
- l'organisation de la reconversion professionnelle des enseignants[7].

Il faut noter que les aspects liés à la coopération avec d'autres États, les projets de formation des enseignants, la planification et l'élaboration des normes éducatives dans l'enseignement demeuraient la prérogative de la direction centrale de Moscou. Dans l'arrêté mentionné on précisait : « afin de respecter les particularités des républiques de l'Union Soviétique, dans le cadre du Ministère de l'Education d'URSS et du Conseil de l'enseignement secondaire général est constitué le Conseil de l'Enseignement Secondaire général composé du ministre de l'éducation, son adjoint, le Président de l'Académie des sciences pédagogiques de l'URSS et les ministres de l'éducation des républiques de l'Union »[8].

À la base de l'activité républicaine du Ministère se trouve le « Règlement du Ministère de l'Enseignement Public de la RSSM », adopté par le Conseil des ministres de la République le 21 juillet 1969. Le règlement stipule clairement la place et le rôle du Ministère dans la politique générale de l'éducation: « le

[5] Archives Nationales de la République de Moldavie (ANRM), fond 2991, inv. 3, dos. 541, f. 18.
[6] Archives du Ministère de l'Enseignement (documents du Lycée), 1974, f. 74.
[7] Народное образование в СССР. Сборник документов 1917-1973, Москва 1974, p. 68. (*L'Enseignement public dans l'URSS entre 1917-1973, Recueil de documents*).
[8] *Ibidem,* p. 69.

Ministère de l'Education de la RSSM est un des ministères de l'Union Républicaine et se soumet au Conseil des Ministres de la RSSM, au Ministère de l'Education de l'URSS et au Ministère de l'enseignement supérieur et secondaire de spécialité de l'URSS »[9]. Le Ministère de l'Education devait assurer la mise en pratique des principes léninistes dans la sélection des enseignants[10].

La nomination des directeurs du ministère était une prérogative du Soviet Suprême de la RSSM et du Conseil des ministres de la République. Le ministre était nommé par le Soviet suprême et dans la période entre les sessions par le Présidium du Soviet Suprême. Les Ministres adjoints étaient nommés par le Conseil des Ministres de la RSSM, qui approuvait également la composition du Collège du Ministère de l'Education Publique[11].

Le Collège du ministère était formé du ministre de l'éducation, ses suppléants et d'autres cadres de gestion, y compris: le Président des organisations du Comsomol et des Pionniers de la République, le chef du personnel du ministère, le chef de la Direction des écoles et d'autres personnes de responsabilité. Au cours des années 70 et 80 en faisaient partie les recteurs des institutions de l'enseignement supérieur, certains chefs des directions des districts et municipales, ainsi que des représentants de la direction du parti. Le Collège établissait les plans de développement en perspective de l'éducation, approuvait les plans d'études et les programmes et prenait des décisions concernant les activités du ministère.

Un élément important dans la gestion du système éducatif était représenté par les directions scolaires des districts et des villes, leur activité étant strictement dirigée par le parti et les organes de l'Etat. Par la décision du Conseil des ministres de la République no. 366 du 29.09.1972 a été approuvé le « Règlement sur les Directions de l'enseignement du district et municipal ». Dans ce document, il est indiqué que « la direction du district ou de la ville du Ministère de l'éducation est constituée par les Soviets des députés du district ou de la ville »[12]. Dans leur travail, les filiales régionales et municipales devaient se soumettre aux Soviets des députés locaux et au Ministère de l'éducation. Les fonctions des directions des districts et municipales ont porté sur les aspects suivants de l'éducation:

- organiser l'enseignement, l'éducation préscolaire et périscolaire; garantir l'enseignement général ;
- accomplir l'éducation communiste des élèves ;
- fournir des enseignants qualifiés aux institutions d'enseignement ;

---

[9] *Règlement du Ministère de l'Enseignement Public de la RSSM,* Kichinev, 1969, p. 66.
[10] *Ibidem,* p. 68.
[11] *Ibidem,* p. 76.
[12] Archives du Ministère de l'Enseignement (documents du Lycée), 1972, f. 3.

- assurer la base technico-matérielle d'enseignement ;
- assurer le contrôle des écoles[13].

Durant les années 1960, suite à la fusion des districts, ainsi qu'à l'accroissement du nombre d'écoles, le nombre des employés des départements de l'éducation dans les districts et les villes a augmenté considérablement.

Si en 1958, dans les registres des directions municipales, figuraient 291 fonctions, en 1966 il y en avait 418[14]. Une innovation dans le système éducatif a été l'abandon de la pratique de nommer des inspecteurs par zones, affectés à un certain nombre d'écoles qui leur étaient subordonnées, eux se comportant avec autorité comme des « princes » féodaux. Ces inspecteurs ont été remplacés par des spécialistes en diverses matières d'étude, issus des rangs des enseignants pratiquants.

Un rôle particulier dans le système de gestion de l'éducation a appartenu aux directions des écoles. Le statut de l'école secondaire d'enseignement général, approuvé par le décret n° 424 du 7 décembre 1970 du Conseil des ministres de la RSSM, en plus des fonctions de l'école précisait aussi la structure de la direction : directeur, adjoint chargé du travail pédagogique-éducatif, adjoint responsable de la formation en production, organisateur du travail éducatif en dehors des heures de classe et des activités périscolaires[15]. Les directeurs étaient nommés dans leurs écoles par les chefs du district ou de la ville, avec l'approbation du Soviet des Députés du district (municipal). Bien que dans aucun document ne fût stipulée la procédure d'implication des responsables du parti, tous les directeurs des écoles devaient être membres du parti et nommés par les comités du parti régional. Il est connu que le Secrétaire de parti du Comité du District conduisait et contrôlait l'activité culturelle, y compris le domaine de l'école.

Pendant l'ère soviétique, il n'y avait pas de centres de formation spéciale pour la gestion de l'école; dans les institutions pédagogiques non plus les questions concernant l'administration scolaire n'étaient pas étudiées. En règle générale, dans la gestion des écoles, ont été nommés les membres du PCUS, qui n'avaient pas toujours de compétences managériales ou d'expérience pédagogique. L'affaire a créé certaines difficultés: la fluctuation des directeurs, l'incompétence dans la gestion, la violation de la législation. Afin d'améliorer l'enseignement, en décembre 1974, par le décret no. 717 du Ministère de l'Education, l'Institut pédagogique « Ion Creanga » a ouvert l'école de formation des directeurs d'écoles, où l'on instruisait annuellement 400-450 gestionnaires de l'école.

---

[13] *Ibidem,* f. 5.
[14] ANRM, fond 2991, inv. 3, dos. 541, f. 47.
[15] Archives du Ministère de l'Enseignement (documents du Lycée), 1970, f. 16.

Le système éducatif dirigé à l'époque soviétique a créé l'illusion du pluralisme et de la démocratie dans la prise des décisions. Les organes collégiaux dirigeants du système éducatif - le Collège du Ministère de l'Education, les Conseils régionaux, les conseils pédagogiques des écoles, étaient en réalité contrôlés et gérés par les représentants du parti, soit par des directives directes, soit par la participation des représentants du parti aux structures en question.

Le pilier de base du système éducatif de l'école est la communauté des enseignants. Aucun changement, aucune réforme de l'éducation ne peut être initiée sans une formation adéquate du personnel enseignant. Le problème des enseignants de l'école a été une des principales préoccupations des autorités soviétiques. Les organes du parti et de l'État soviétique ont suivi, par le développement du système éducatif, des objectifs bien établis: éduquer des générations de « constructeurs actifs de la société communiste », promoteurs des idéaux communistes dans la société. Dans ce contexte, un spécialiste soviétique devait être un ardent promoteur des idées de Lénine. Sous le régime communiste, la formation et l'éducation des enseignants a été soumise à un contrôle strict. L'éducation de personnes dociles au régime devait être atteinte par le biais de la formation et de l'éducation des enseignants spécialement instruits, dédiés à la cause du parti communiste. Dès le début, le régime soviétique en RSSM a rencontré des obstacles dans sa tâche de fournir des enseignants à l'enseignement scolaire. La majorité des enseignants qui travaillaient en Bessarabie ont trouvé refuge au-delà du Prout, une partie d'entre eux ont fait l'objet de la déportation, et ceux qui sont restés ont été soumis à la rééducation d'après le modèle soviétique. Même si après 1944 dans la RSSM sont arrivés des enseignants d'autres républiques de l'Union soviétique (en particulier de la Fédération de Russie et de l'Ukraine), ils n'étaient pas suffisants, alors on a insisté sur la formation et l'éducation des professionnels locaux. À cette fin devait être créé un réseau unique d'établissements d'enseignement pour la formation des enseignants.

Afin d'élucider notre sujet, nous devons, tout d'abord, évaluer la situation dans le domaine de la formation des enseignants pour l'année 1956, an marquant un tournant dans l'évolution de l'enseignement scolaire de l'URSS et de la RSSM.

Durant la période 1944-1956, 3605 personnes ont obtenu leur diplôme dans un institut pédagogique supérieur; 5528 autres dans des instituts pour la formation d'instituteurs et 7566 dans les écoles pédagogiques[16]. En 1956, dans les écoles de la république il y avait 20.423 enseignants, dont 3181 avaient un diplôme de l'enseignement supérieur; 5.824 avaient des études supérieures incomplètes; 7186, des études pédagogiques dans l'enseignement secondaire[17].

---

[16] *Le Premier Congrès des Enseignants de Moldavie,* Kichinev, 1956, p. 21.
[17] *Ibidem,* p. 21.

Il reste assez surprenant le grand nombre d'enseignants sans formation pédagogique : 2.788 avaient suivi seulement les cours de l'enseignement secondaire général et 1534 seulement des études secondaires incomplètes[18]. Le problème de la distribution et de la migration des enseignants restait très compliqué. A la tribune du premier Congrès des instituteurs, le ministre de l'éducation E. Postovoi affirmait que « le bureau du personnel du Ministère distribue des professionnels qualifiés inégalement, ce qui aggrave cette situation. Par exemple, dans les districts de Ocniţa et Olăneşti il y avait cinq écoles. Dans le premier district travaillaient 36 enseignants avec diplômes de l'enseignement supérieur, tandis que dans le second seulement 18 »[19]. Le ministre constatait aussi l'existence d'une « catégorie d'instituteurs, les soi-disant « urbanistes » qui, nommés au poste au village commençaient, dès leur premier jour de travail, à faire des démarches pour trouver un poste plus près de la ville »[20].

La distribution non uniforme et surtout la « migration » des enseignants avaient également à la base des causes objectives, directement liées au processus d'urbanisation massive du pays. La ville offrait aux enseignants un niveau de vie et des conditions de travail plus « civilisées » que le village: des bibliothèques, des cinémas, des théâtres, des appartements. La pénurie d'enseignants dans les écoles de village était très marquée. En 1957, 158 sur les1949 jeunes spécialistes ne se sont pas présentés dans les écoles. Par exemple, dans le district de Străşeni ont été 13 absents, à Cahul 24, à Căuşeni, 8[21], la même situation que dans d'autres districts de la République. La pénurie d'enseignants était accentuée par la mobilisation dans l'Armée Rouge d'un grand nombre de diplômés des institutions pédagogiques. Pour éviter cette situation, le Ministère de l'Education demandait que l'on introduise la « stage » de travail pour les jeunes spécialistes et qu'on leur délivre des diplômes après 2 ou 3 années d'activité au sein de l'école[22]. L'insuffisance du nombre d'enseignants était liée aussi au fait que beaucoup d'enseignants étaient licenciés, car ils ne correspondaient pas à la fonction et n'avaient pas les études nécessaires. Seulement dans l'année 1956-1957, 482 instituteurs ont été licenciés[23].

Pour garder la situation sous contrôle, en février 1956, le Ministère de l'Education et le Ministère des Finances de la République ont émis l'arrêté 66, interdisant aux chefs des directions du district et municipales de l'éducation de licencier ou d'embaucher des enseignants sans l'approbation du ministère et les

[18] *Ibidem,* p. 22.
[19] *Ibidem,* p. 22.
[20] *Ibidem,* p. 23.
[21] AN de RM, fond 2991, inv. 1, dos. 170, f. 67.
[22] *Ibidem,* f. 68.
[23] *Ibidem,* f. 66.

services comptables furent contraints à ne faire aucun calcul sans l'avis du ministère[24].

Pendant l'année scolaire 1965 -1966, dans la République travaillaient 36.892 enseignants dont 9610 dans les écoles urbaines et 27282 dans celles rurales. En même temps on a enregistré une évolution du niveau professionnel des enseignants[25].

Ainsi, en 1959, le nombre total d'enseignants était de 25,130 dont 25,9 % avaient des études supérieures, 24,8 % avaient fait des études aux Instituts de formation des enseignants[26], 46,8% dans l'enseignement secondaire pédagogique, le reste de 2,5% ayant des études secondaires incomplètes. En 1966, 38,9 % avaient fait des études supérieures, 14,4% des instituts pédagogiques, 45,4 % des études secondaires et 1.3% des études incomplètes[27].

Du nombre total des spécialistes issus de l'enseignement supérieur en RSSM, environ 30 % étaient enseignants[28]. Cependant, l'écart entre le niveau de la formation professionnelle des enseignants des villes et des villages se maintenait[29]. La proportion d'enseignants diplômés de l'enseignement supérieur dans les écoles urbaines était 1,7 fois plus élevée que dans le rural. Les écoles de village avaient 1,7 fois plus d'enseignants diplômés de l'enseignement secondaire que la ville. Au début de 1966, dans les écoles rurales étaient 27282 enseignants. Parmi eux: 8917 avaient des diplômes supérieurs; 4.048 avaient des études incomplètes dans l'enseignement supérieur, 9.406 avaient fait des études pédagogiques et 4240 dans l'enseignement secondaire général[30].

Du nombre total d'enseignants travaillant dans les 1530 écoles de village, 15,5%manquaient d'études valables pour les classes primaires (de la première à la quatrième); dans les classes de 5ème à la 7ème environ 30%; de la 9ème à la 11ème, environ 24,1%[31]. Dans certaines classes supérieures, donnaient des cours des enseignants qui n'avaient que des études secondaires et même secondaires incomplètes. La situation était compliquée, en particulier dans les districts du Sud. À Cahul, seulement 63 % des enseignants avaient des diplômes de l'enseignement secondaire et seulement 23 % de l'enseignement supérieur; dans le district de

---

[24] Archives des Organisations Sociopolitiques de la République de Moldavie (AOSP a RM), fond 51, inv. 15, dos. 229, f. 66.
[25] *Ibidem*, dos. 180, f. 28.
[26] Instituts Supérieurs à la durée de 2 années d'études.
[27] AOSP a RM, fond 51, inv. 28, dos. 180, f. 31.
[28] *Ibidem,* f. 30.
[29] *Ibidem,* f. 36.
[30] *Ibidem,* dos. 180, f. 54.
[31] *Ibidem,* f. 56.

Comrat, respectivement 69 % et 24 %; dans le district de Ceadir-Lunga - 60% et 29%[32].

Un niveau supérieur de formation des enseignants était enregistré dans les districts du Nord. Par exemple, dans le district de Donduşeni 46% des enseignants avaient des études supérieures, 43% à Briceni et 42% à Edineţ[33]. Le grand écart entre la ville et la campagne, entre le Nord et le Sud de la République a été, en grande partie favorisé par une répartition inégale des enseignants et par leur « migration ». Dans les années 1961-1966 ont été distribués en écoles 8554 enseignants diplômés de l'enseignement supérieur. En même temps, le nombre d'enseignants ayant ce niveau d'études dans les écoles rurales a augmenté seulement de 2 600 personnes[34]. La disposition inadéquate des enseignants dans les écoles a entraîné la surcharge didactique des enseignants des districts dans les parties centrale et méridionale du pays. Par exemple, dans le district de Străşeni, la tâche d'enseignement hebdomadaire était de 30 heures en mathématiques, 28 en physique et 27 en langue russe, par rapport à la norme de 18 heures. En même temps, dans les districts de Donduşeni, Edineţ, Briceni, 100 enseignants n'avaient pas d'encadrement pédagogique complet[35]. La situation mentionnée, imposait aux organes de l'État et du parti de prêter une attention spéciale à la formation des enseignants. Par conséquent, des mesures ont été prises pour développer l'enseignement pédagogique secondaire et supérieur.

Au milieu des années 1960, trois établissements d'enseignement supérieur de profil pédagogique ont été fondés: « A. Russo » à Balti, « I. Creanga », à Kichinev et « T. Shevchenko » à Tiraspol.

Les enseignants pour les écoles primaires ont été formés dans l'enseignement secondaire pédagogique. Ainsi, dans les années 1960 il y avait 5 écoles pédagogiques, à Cahul, Călăraşi, Lipcani, Orhei et Soroca. Dans ces établissements, fréquentaient les cours du jour 2944 étudiants et 1652 étaient inscrits dans la section de formation à distance pendant que, dans les instituts pédagogiques, il y avait 3350 étudiants qui fréquentaient les cours et 5483 par correspondance[36].

Par conséquent, nous trouvons que l'enseignement à temps partiel est devenu une méthode de formation des enseignants, sans qu'il ait toujours répondu aux exigences.

F. Mediocritscaia, haut fonctionnaire du Ministère de l'Education, affirme: «nous devons reconnaître que, en dehors des réalisations, nous avons toujours de

[32] *Ibidem,* f. 57.
[33] *Ibidem,* f. 58.
[34] *Ibidem,* f. 59.
[35] *Ibidem,* f. 57.
[36] « *Învăţătorul sovietic* », no. 7, 1967, p. 54.

sérieuses lacunes à travailler avec des enseignants pour leur renforcement idéologique. Un grand nombre d'enseignants du secondaire, qui fréquentent les formations à temps partiel, ne font pas l'effort d'assimiler la matière contenue dans « les programmes de l'Etat »[37].

Afin d'améliorer la qualité des enseignants, en 1949 déjà, a été fondé l'Institut de perfectionnement des enseignants. Par exemple, 12.936 personnes ont été incluses dans la formation de divers types pendant 1951-1955[38]. Ce système de formation pédagogique a continué dans les décennies suivantes. Dans les années 1961-1970, 4584 enseignants ont réussi leur cours de formation, 19.980 dans les années 1971-1980; 89.479 enseignants dans les années 1981-1990. Le recyclage des enseignants fut mené à deux niveaux :

- au niveau républicain par des conférences, des séminaires, des lectures pédagogiques et des publications ;
- au niveau des districts, à travers des ateliers, séminaires, leçons d'enseignement.

Les Séances de formation pédagogique visaient non seulement à améliorer la qualité de la maîtrise pédagogique mais aussi la formation de cadres capables de promouvoir la politique des organes du parti et de l'État soviétique dans le domaine de l'enseignement scolaire.

En 1968, la formation pédagogique pour les professeurs de langue et littérature moldave comprenait: le cycle politique – 6 heures ; pédagogie et psychologie pédagogique – 12 heures; analyse des programmes éducatifs, méthodes d'enseignement – 71 heures[39].

En guise d'exemple, nous présentons le thème proposé par l'Institut de recherches scientifiques des écoles (fondé en janvier 1946) pour les années 1966-1969 :

- histoire du développement des thèmes de réflexion pédagogique - 3 thèmes;
- problèmes de l'éducation communiste - 10 thèmes;
- pédagogie scolaire - 8thèmes;
- didactique - 2 thèmes;
- didactiques particulières - 100 thèmes[40].

Vers le milieu des années 60, la qualité de la formation du personnel de l'enseignement s'est améliorée. Si en 1959-1960, dans la République étaient 6892

---

[37] Idem, no. 5, 1957, p. 14.
[38] *Ibidem,* p. 15.
[39] *Document sur l'état de l'enseignement public en RSSM pendant les années 1968-1969,* Kichinev, 1969, p. 17.
[40] *Ibidem,* p. 17.

enseignants avec diplôme de l'enseignement supérieur et 9.491 de l'enseignement pédagogique secondaire, en 1966, leur nombre avait augmenté: 15.712 avaient fait des études dans l'enseignement supérieur et 12127 dans le secondaire pédagogique[41]. En 1966, dans les écoles de la République étaient nommés au poste 958 enseignants issus de l'enseignement supérieur et 489 du secondaire pédagogique[42]. On a augmenté le nombre d'étudiants qui approfondissaient les spécialités pédagogiques. Si, en 1959, du nombre total d'étudiants – 16.244, il y en avait 10059 pour la pédagogie, entre 1966-1967, les spécialités pédagogiques étaient étudiées par 21921 étudiants du total de 40.573, ce qui représentait 52% de tous les étudiants[43]. Une étape importante de l'éducation scolaire a été la décision du Ministère de l'Education qui, en 1963, élargissait les pouvoirs accordés aux directions sur l'enseignement du district et municipal. Sous leur juridiction est passée la décision sur la nomination des directeurs et de leurs adjoints dans les écoles de 8 ans et des enseignants dans les classes de 5ème à 11ème[44].

Cela a contribué, dans une certaine mesure, à l'amélioration de la situation sur le terrain pour compléter la collectivité de l'école avec des enseignants de qualité, mais son application n'a pas définitivement résolu le problème de la migration. En 1966, 153 professeurs sont partis du district de Ungheni; 97 du district de Cahul, 126 de Călăraşi et 132 enseignants du district de Orhei. Dans le district de Ceadar-Lunga, 217 jeunes spécialistes ont été nommés en 2 ans et, pendant la même période, 340 enseignants ont quitté le système[45]. Il y avait toujours un problème aussi grave: celui des équipes de direction des écoles. Un grand nombre de directeurs des écoles de 8 ans et leurs adjoints ne disposaient pas des études nécessaires ou de capacités d'organisation. Sur les 841 directeurs des Ecoles de 8 ans, seuls 129 avaient des diplômes de l'enseignement supérieur, 6 de l'enseignement secondaire et 11 des diplômes pédagogiques.

Des 721 directeurs adjoints, 147 avaient des diplômes de l'enseignement supérieur, 30 des diplômes de l'enseignement pédagogique secondaire, 12 des diplômes de l'enseignement secondaire. Dans le district de Făleşti, 29 des 92 directeurs et adjoints étaient diplômés de l'enseignement supérieur, soit 31% tandis qu'à Ungheni, sur les 80, il n'y avait que 30 (34%)[46].

Cette situation s'expliquait aussi par des causes subjectives. Quelques institutions éducatives régionales, plutôt que de s'occuper de la formation des

---

[41] *Document sur l'état de l'enseignement public en RSSM pendant les années 1965-1966,* Kichinev, 1966, p. 62.
[42] *Ibidem,* p. 63.
[43] *Ibidem,* p. 73.
[44] *Ibidem,* p. 64.
[45] *Ibidem,* p. 65.
[46] *Ibidem,* p. 66.

dirigeants des écoles, les remplaçaient. Seulement à Orhei, pendant trois ans, 116 directeurs et adjoints ont été destitués, ce qui représentait 60 % du nombre total[47].

La qualité des enseignants dans l'enseignement scolaire a été conditionnée dans une large mesure, du niveau de formation de jeunes spécialistes dans les institutions pédagogiques de l'enseignement supérieur. En 1966, 57% des étudiants à l'Institut pédagogique avaient des résultats satisfaisants (niveau 3 dans la notation du système soviétique) et 51% à l'Institut pédagogique de Tiraspol. Pendant l'année scolaire 1965-1966 avaient des notes insatisfaisantes 1,451 étudiants ou 19,2% du nombre total d'étudiants des établissements d'enseignement pédagogique supérieur. Ils venaient de l'Institut pédagogique de Tiraspol-15.6%, de Balti 13,7 % – puis de l'Université d'Etat -11.9%[48]. Le niveau le plus bas de leurs résultats a été enregistré dans les formations à distance. En 1966, relatif au nombre total de diplômés, 48 % ont obtenu aux examens de diplôme la note 3 (ce qui équivaut à 5-6), tandis que 4,1%, soit 66 personnes n'ont pas eu leur examen d'Etat[49]. La mauvaise qualité de la formation des enseignants s'est traduite directement sur les résultats des élèves. Pendant l'année scolaire 1965-1966, il y a eu 22800 redoublants, soit 3,4 % du nombre total d'élèves plus précisément : 6200 (2%) de la 1ère à la 4ème; 15000 (5,2%) de la 5ème à la 8ème et 1600 (2,6%) de la 9ème à la 11ème[50].

La migration des enseignants des zones rurales vers les zones urbaines a eu également comme cause le niveau relativement faible des conditions de vie et des salaires. En 1965, des 27 000 enseignants des écoles rurales, 10 600 vivaient dans leur propre appartement, 6.540 en appartements communaux et le reste en location[51].

Bien qu'en décembre 1959 déjà, le Conseil des ministres de la RSSM ait approuvé le décret « sur les mesures visant à améliorer les conditions de vie des médecins et des enseignants des zones rurales », la situation est demeurée inchangée. La décision a reconnu que l'offre des logements pour les enseignants et les médecins en milieu rural était insatisfaisante, voire les régions de Bulboaca, Călăraşi, Criuleni, Lazo, Orhei, Teleneşti, Ungheni, Făleşti, Cimislia.

Le problème devait être résolu de plusieurs façons, surtout administratives. Vers 1965 c'était la direction des coopératives agricoles qui devait liquider la crise en fournissant aux enseignants des logements. On a stipulé à octroyer des crédits d'Etat pour les bâtiments individuels destinés aux enseignants du rural[52]. Selon le plan de l'État pour le développement de l'économie nationale de la RSSM, en 1969,

---

[47] *Ibidem,* p. 66.
[48] *Ibidem,* p. 76.
[49] *Ibidem,* p. 80.
[50] *Ibidem,* p. 30.
[51] AOSP a RM, fond 51, inv. 27, dos. 180, f. 56.
[52] Idem, fond 2291, inv. l, dos. 167, f. 491.

76 appartements devaient être placés en service, dont 32 pour les enseignants des localités rurales[53].

Les fonds du Ministère de l'Education destinés aux salaires des travailleurs dans le domaine de l'éducation témoignaient du niveau de vie des enseignants. En 1960, la masse salariale pour les 34660 travailleurs des écoles était de 275.380 mille roubles, le salaire annuel moyen de 7 945 roubles, tandis que la moyenne salariale des travailleurs de l'industrie dans la République était de 9540 roubles[54].

Pour 386 fonctionnaires du Ministère de l'Education des directions des districts et municipales, la masse salariale s'élevait à 3,421mille roubles, ce qui représentait une moyenne annuelle de 8863 roubles[55]. En même temps, le niveau moyen des salaires des enseignants de la RSSM est resté inférieur à celui de l'Union Soviétique. En 1985, le salaire moyen était de 135 roubles, en 1988 de 153,7 roubles tandis que la moyenne en URSS était de 134,4 et respectivement de 165,1 roubles. Comparativement à d'autres Républiques Soviétiques, le salaire moyen dans le secteur de l'enseignement était en 1985 de 147 roubles en Fédération Russe, 170,3 roubles en 1988; en Ouzbékistan – 148,1 en 1985 et 170,8 roubles en 1988; en Tadjikistan 160,8 (1985) et 180,2 roubles (1988) ; en Turkménistan – 173,1 (1985) et 187,8 roubles (1988)[56].

Pendant l'époque soviétique on a prêté une attention accrue aux problèmes se rapportant à l'objectif de stimuler moralement les enseignants. En septembre 1965, le Présidium du Soviet suprême de l'URSS a créé la fête des travailleurs de l'éducation, appelée « la fête du maître ».

On a créé plusieurs prix pour l'enseignement, y compris des ordres, médailles, diplômes d'honneur du Soviet suprême de l'URSS, le titre de professeur émérite. On a accordé aux enseignants des titres ministériels: éminent, formateur des enseignants, enseignant supérieur ou diplômes d'honneur.

Pour l'année scolaire 1966-1967,1509 enseignants de la RSSM ont été récompensés par ordres et médailles de l'URSS. On a attribué les diplômes d'honneur du Présidium du Soviet Suprême de l'URSS à 78 enseignants. Le titre de « professeur honoré de la RSSM » a été attribué à 383 délégués, tandis que celui d'« Eminent de l'Enseignement public » à 4.747 personnes[57]. Dans les deux dernières décennies 2502 personnes ont été distinguées avec ordres et médailles. Le

---

[53] *Ibidem*, dos. 151, f. 13.
[54] *Ibidem*, f. 22.
[55] *Ibidem*, f. 24.
[56] Народное образование СССР в цифрах и фактах, (*L'Enseignement public dans l'URSS en chiffres et données*) Москва, 1984, p. 54.
[57] *Materiale despre starea învăţământului public în RSSM în anii 1966-1967, (Documents sur la situation de l'enseignement public de la RSSM des années 1966-1967)*, Kichinev, 1967, p. 95.

titre de « héros du travail socialiste » a été décerné à trois personnes, « enseignant du peuple de l'URSS » à 1 personne. (1982, le directeur de l'école no.1 de Criuleni, Boris Danga), « Professeur émérite de l'URSS » à 724 et éminent en matière d'éducation en RSSM » à 10.127 personnes.

Selon les possibilités du système soviétique, des professeurs pour l'éducation scolaire dans la RSSM ont été formés dans une période relativement courte. Le nombre d'enseignants dans les établissements d'enseignement général a augmenté, aussi bien dans les paramètres quantitatifs que sous l'aspect de la qualité.

Par exemple, dans les années 1960, il y avait 26,3 mille enseignants, en 1970 - 37,9 mille enseignants, dans les années 1980 - 38,4 mille enseignants et en 1990 - 49,3 mille enseignants. En ce qui concerne la qualité, 31% du nombre total d'enseignants avaient des études supérieures, 36,8% des études secondaires pédagogiques; en 1970 possédaient des diplômes de l'enseignement supérieur 52.8% et 24,7% avaient des diplômes de l'enseignement secondaire pédagogique ; dans les années 1980 il y avait 73,8% enseignants issus de l'enseignement supérieur et 17,6% ceux possédant des diplômes de l'enseignement secondaire pédagogique. Enfin, en 1990, du nombre total d'enseignants, 77,6% avaient des diplômes de l'enseignement supérieur et 16,6% des études secondaires pédagogiques.

Au cours de cette période, s'agrandit de manière significative le nombre d'étudiants dans les établissements pédagogiques d'enseignement supérieur et secondaire professionnel (voir les tableaux 1, 2).

Tableau 1

Le nombre d'étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur pédagogique

Années	Nombre d'étudiants
1970 - 1971	15548
1975 - 1976	13557
1981 - 1982	15254

Tableau 2

Le nombre d'élèves dans les établissements d'enseignement secondaire pédagogique

Années	Nombre d'étudiants
1970 - 1971	5148
1975 - 1976	5691
1981 - 1982	8969

Ainsi, ces statistiques prouvent le rôle important des établissements d'enseignement pédagogique supérieur dans la formation du personnel pédagogique hautement qualifié. De 1956 à 1990 ont été formés des spécialistes pour l'enseignement supérieur dans les établissements suivants: l'Université Pédagogique de Tiraspol - 39.419 personnes; l'Université pédagogique de Kichinev – 23,853; l'Université pédagogique de Balti – 34.383 ; l'Université d'Etat de Moldavie – 57.510.

En même temps, le niveau de qualification des enseignants s'est amélioré. Vers le milieu des années 1970, 77,6% des enseignants des de la 5ème à la 10ème avaient fait des études pédagogiques supérieures. Dans les écoles du village il y avait 72,5% enseignants diplômés de l'enseignement supérieur. Environ 93-95% des diplômés ont transformé en emploi la spécialité dans laquelle ils avaient été formés[58].

Le système visant à assurer les établissements scolaires avec les enseignants diplômés de l'enseignement supérieur a eu un certain nombre de lacunes, notamment liées à la planification insuffisante du quota d'étudiants dans les établissements d'enseignement pédagogique supérieur. Par exemple, aucune université ne préparait les professeurs des beaux-arts. La séance du Collège du Ministère de l'Education du 7 mai 1976, a constaté : « beaucoup de diplômés ne sont pas au courant de nouveaux programmes et manuels ». Les Écoles pédagogiques n'étaient pas suffisamment dotées en littérature de spécialité. Les enseignants n'étaient pas au cœur du métier et en même temps ils étaient entraînés dans différents travaux sur les champs des coopératives (« *colhoz* ») et des associations coopératives d'Etat (« *sovhoz* »)[59].

Dans les années 1980, le pourcentage d'enseignants avec des études supérieures a augmenté davantage. À l'école primaire, environ 38% du personnel avait des diplômes d'études supérieures, tandis que le reste avait fait des études supérieures incomplètes ou des études pédagogiques secondaires. Dans les classes de la 5ème à la 10ème, travaillaient 95,2% des enseignants ayant des diplômes de l'enseignement supérieur et seulement 3,2 % avec des études incomplètes[60].

Les institutions d'enseignement pédagogique supérieur avaient comme tâche principale de former des spécialistes dans le domaine de l'enseignement, et « remplissaient également des fonctions idéologiques importantes: éduquer la jeunesse dans l'esprit de l'idéologie marxiste-léniniste en s'appropriant les matières

[58] Archives du Ministère de l'Enseignement, (Documents du Lycée), 1976, f. 77.
[59] *Ibidem*, f. 78.
[60] *Învăţământul Public în RSSM în 1984 (L'Enseignement Public dans la RSSM en 1984)*, Kichinev, 1985, p. 8.

d'études (l'histoire du PCUS, la philosophie marxiste-léniniste, l'économie politique, le communisme scientifique et l'athéisme scientifique) »[61].

Le saut quantitatif et qualitatif dans la formation des enseignants n'a pas été suivi par une aide matérielle correspondante. Vers 1986, 6,7 mille enseignants manquaient d'appartements et payaient des loyers[62].

Ainsi, on a constaté que la formation des enseignants se trouvait au centre de l'attention du parti et de l'État soviétiques. Au cours de la période 1956-1990 on a entrepris des mesures concrètes pour assurer le personnel du système éducatif de l'école. La qualité pédagogique s'est améliorée.

A la fin des années 1980, le nombre d'enseignants ayant fait des études supérieures a augmenté. On a organisé un réseau unique pour le perfectionnement des enseignants. Des mesures ont été prises afin d'améliorer les conditions de vie et de travail des enseignants. Dans le même temps, nous constatons que la formation des enseignants a été soumise à un contrôle strict exercé par les représentants du parti dans le but de former des enseignants soumis au régime politique. L'éducateur soviétique a été un levier important dans l'application de la notion de communiste et du mode de vie socialiste. Durant les années 1950-1980 du XXe siècle, l'évolution des enseignants des écoles a été marquée par trois aspects importants :

- l'écart entre le niveau de formation des enseignants des villes et villages de la République ;
- la répartition inégale des enseignants dans les districts ; suite à un développement économique inégal, les régions du Sud et du centre du pays sont défavorisées ;
- l'intention de stimuler matériellement les enseignants a eu, en bonne partie, un caractère déclaratif, les enseignants demeurant l'un des groupes sociaux les plus démunis.

---

[61] V. Cozma, *Învăţământul universitar în sistemul ştiinţific şi educaţional din Republica Moldova (teză de doctor habilitat în ştiinţe istorice) (l'Enseignement Universitaire dans le système scientifique et éducatif dans la République de Moldavie)-thèse de Docteur agrégé en sciences historiques),* Kichinev, 1998, p. 106.

[62] Archives du Ministère de l'Enseignement (Documents du Lycée), 1986, f. 238.